

Faire des gestes auxquels on ne croit pas

Les pratiques écologiques quotidiennes des manifestant·es pour le climat

Giuseppe Cugnata¹, Maxime Gaborit²
et Yann Le Lann³

Les stratégies de responsabilisation des citoyen·nes à travers l'institutionnalisation de la promotion des gestes individuels limitant l'empreinte carbone ont été fortement critiquées par le mouvement pour le climat né en 2018. Pour autant, les militant·es n'ont pas abandonné ces pratiques écologiques. Dans cet article, nous montrons que l'intensité de leur investissement quotidien ne s'explique pas par la portée stratégique qui leur est attribuée. Au-delà de leur homogénéisation sous le vocable « d'éco-gestes », les réformes du quotidien sont en effet multiples, structurées par le genre et la radicalité politique, et répondent à des logiques différentes. Si pour les plus modérés, l'enjeu est la mise en avant du bon geste, ces pratiques offrent l'occasion, pour les militant·es plus radicaux, d'ancrer dans le quotidien leur critique sociale et de réinvestir les espaces d'action collective.

Mots-clés : Mouvement pour le climat – Écologie quotidienne – Pratiques domestiques – Politisation – Sondage des manifestant·es – Entretiens semi-directifs

Doing things you don't believe in. Ecological lifestyles of French climate protesters

Strategies to empower citizens against the ecological crisis through anti-carbon actions have been strongly criticized by the climate movement that emerged in 2018. However, activists have not abandoned these ecological practices. In this article, we show that their engagement in daily life is particularly structured by gender and political radicalism. Everyday ecological practices are multifaceted and correspond to different logics. While for the most moderate activists it is a matter of pointing out the right thing to do, for the most radical ones these practices translate, without any strategic significance being attached to them, their social critique into everyday life and fuel collective commitment.

Keywords : Climate movement – Everyday ecology – Domestic practices – Politisation – Protest survey – Semi-structured interviews

Les marches pour le climat débutées en France à l'automne 2018 témoignent du retour des manifestations au sein du répertoire d'action des militant·es écologistes (Saunders *et al.*, 2020 ; de Moor

1. COSMOS, Scuola Normale Superiore - Florence, giuseppe.cugnata@sns.it

2. CReSPo, UCL Saint-Louis - Bruxelles et CEE, Sciences Po - Paris, maxime.gaborit@uclouvain.be

3. CeRIES, Université de Lille, yannlelann@yahoo.fr

et al., 2021), après avoir été un temps marginalisées (Ollitrault, 2008). Cette résurgence apparaît d'abord comme la conséquence d'une crise multidimensionnelle du cadre institutionnel et militant de l'action pour le climat. En effet, à la suite de la COP 21, nombre d'organisations ont réinvesti des formes d'action collective cherchant à imposer des politiques climatiques ambitieuses, à rebours des stratégies s'appuyant sur un travail d'expertise ou de sensibilisation (de Moor, 2020). Ce réinvestissement s'appuie sur le constat d'échec des espaces de négociations internationales qui contribuent à une « fabrique de la lenteur », avec des processus fonctionnant au consensus et privilégiant le débat sur la forme plutôt que sur le fond (Aykut et Dahan, 2015). Mais le constat des limites des arènes de négociation traduit aussi l'échec de l'action des associations écologistes en leur sein, réduites à la simple fonction d'observatrices au faible pouvoir d'influence (de Moor, 2018). Le recours à la manifestation incarne ainsi la volonté d'une partie conséquente des acteurs écologistes de dépasser l'impasse actuelle de la négociation internationale au profit d'une reconflictualisation de la question du climat.

Si la conscience de l'insuffisance d'une politique des « petits pas »⁴ (Bourg, 2021) est un moteur indiscutable de la mobilisation sous forme de manifestation, le sens politique des marches pour le climat reste cependant à élucider. En effet, le mouvement pour le climat semble parfois simplement relayer les appels des scientifiques, en se fondant sur la croyance que ces derniers porteraient intrinsèquement un programme politique (Pohlman *et al.*, 2021), mais il affirme également une opposition aux gouvernements, dont l'accord de principe avec le constat scientifique ne se traduit pas par une action climatique à la hauteur des engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre (Braunstein, 2017). Le mouvement semble donc hésiter entre la logique de la sensibilisation et celle de la pression politique et du rapport de force (Comby et Dubuisson-Quellier, 2023). Cette opposition structure aussi les divergences entre les associations climatiques. Si une partie d'entre elles continue de privilégier l'objectif de conscientisation, notamment autour d'acteurs et d'organisations « citoyennes » (Unis pour le climat, Citoyens pour le climat, On est prêt), on trouve au cœur du travail d'autres jeunes associations et collectifs (Extinction Rebellion, Youth for Climate, Désobéissance Écolo Paris, ANVCOP21) la nécessité de réaffirmer le primat de la conflictualité politique, en soutenant notamment le déploiement d'une série d'autres modalités plus radicales de désobéissance civile (Gaborit, 2020).

En mettant en avant « l'inaction gouvernementale », cette re-conflictualisation en demi-teinte de la cause écologiste traduit une crise du

4. L'usage courant du terme est ambigu et renvoie tout à la fois à la responsabilisation individuelle et à la timidité des politiques publiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre

cadrage de la question climatique comme relevant de la seule responsabilité individuelle (Comby, 2015). En effet, on assiste depuis les années 1990 à un processus d'institutionnalisation des normes écologiques, qui passe par le développement de nombreuses stratégies publiques en matière de protection de l'environnement fondées sur le gouvernement des conduites individuelles. L'objectif est alors la réduction de la pression mise sur les ressources environnementales, tout en assurant la croissance économique (Dubuisson-Quellier, 2016), comme en témoigne par exemple les documents-cadres publiés lors du Sommet de Rio de 1992 concernant les mesures d'accompagnement vers une consommation durable pour les gouvernements, les collectivités et les ménages (Dobré, 2002). En France, ce processus s'est accru depuis le Grenelle de l'Environnement (lancé en 2007 à l'initiative de Nicolas Sarkozy), avec la formulation de nombreuses normes sur l'information du consommateur ayant comme objectif de rendre ce dernier « auxiliaire d'une politique qui vise avant tout à modifier les pratiques de l'offre » (Dubuisson-Quellier, 2016, p. 225). Or, ce cadrage a été critiqué dès l'émergence du mouvement pour la justice climatique à la fin des années 2000, mouvement qui a remis en question l'ensemble de ces solutions imaginées sur l'emploi des normes écologiques et issues de ce processus d'institutionnalisation, au profit d'une compréhension globale et systémique de l'enjeu prenant en compte les inégalités de pouvoir. De ce point de vue, les mobilisations pour le climat organisées au niveau national peuvent se lire comme une renationalisation et une réappropriation des cadrages et de pratiques mobilisés au niveau international par le mouvement pour la justice climatique.

Le nouveau contexte de l'action climatique, en mettant au centre des enjeux politiques la question de l'inaction collective et gouvernementale, apparaît ainsi corrélé à la critique de la responsabilisation individuelle, ce qui invite à investiguer la place et le sens des pratiques quotidiennes pour les manifestant·es. Dans le « mouvement pour le climat », si le cadrage politique autour de l'écologie du quotidien fait l'objet de critiques, sa pratique persiste. Il s'agit alors de comprendre comment l'investissement quotidien de celles et ceux qui s'investissent contre l'inaction climatique compose avec la remise en cause d'un discours institutionnalisé centré sur les responsabilités individuelles, à partir des sens qui lui sont attribués. Quelles normes écologiques résistent à cette mise en question au sein du mouvement écologique ? Pour quelles franges du mouvement cette forme d'engagement individuel reste-t-elle intense ? Quel sens donner à cette persistance ?

Il est nécessaire pour répondre à ces questions d'interroger les positionnements politiques et les caractéristiques sociales qui se

Le nouveau contexte de l'action climatique, en mettant au centre des enjeux politiques la question de l'inaction collective et gouvernementale, apparaît ainsi corrélé à la critique de la responsabilisation individuelle, ce qui invite à investiguer la place et le sens des pratiques quotidiennes pour les manifestant·es.

trouvent corrélées à leurs pratiques, en articulant la sociologie de la consommation et la sociologie politique des militant·es pour le climat. Les recherches sociologiques montrent que les praticien·nes de la consommation alternative ont tendance à avoir un niveau d'éducation élevé, à appartenir à la classe moyenne et supérieure et à avoir des revenus élevés (Dubuisson-Quellier, 2018 ; Stolle et Micheletti, 2013 ; Koos, 2012). Ces travaux établissent également une différence genrée cruciale : les femmes sont souvent beaucoup plus engagées que les hommes dans la transformation de leurs pratiques quotidiennes (Stolle et Micheletti, 2005 ; Zelezny *et al.*, 2000 ; Coulangeon *et al.*, 2023). Ils signalent également une différence très marquée entre les femmes et hommes dans la population française, en matière de choix alimentaires, notamment pour ce qui concerne les aliments biologiques et la réduction de la consommation de viande. Or, la composition sociale du mouvement climat coïncide en grande partie avec ce portrait-robot des pratiquant·es de l'écologie au quotidien : les militant·es sont majoritairement des femmes et sont issu·es du salariat qualifié avec un fort capital culturel.

L'importance de ces pratiques de consommation chez les groupes disposant d'importants capitaux économiques et culturels est principalement appréhendée par les travaux de sociologie critique comme les conséquences de l'intégration progressive de l'écologie dans l'éthos des classes dominantes (Comby, 2015). Dans une discussion critique avec ces travaux, nous cherchons à montrer que de petites différences sociales et politiques peuvent impliquer des écarts dans l'intensité de ces pratiques écologiques, mais aussi dans le sens qui leur est attribué. Ainsi, la diffusion de normes écologiques dans la population militante peut parfois se développer contre leur dynamique d'institutionnalisation au niveau national et contre leur valorisation politique, plutôt qu'en synergie avec elles. En ce sens, expliquer la coexistence entre un mouvement de reconflitualisation de l'enjeu climatique et la permanence de l'engagement quotidien des militant·es climat contribue à révéler les spécificités du militantisme écologique et les divisions internes qui traversent le mouvement.

Ainsi, dans le prolongement des études sociologiques démontrant l'importance des variables lourdes (genre, classe, âge notamment), nous chercherons dans une première partie à établir la spécificité des effets des propriétés socio-démographiques et politiques au sein d'un public mobilisé, avant de chercher à faire apparaître, dans une deuxième partie, les déterminants de l'investissement de ces pratiques. Cela nous conduira à nous interroger, dans une troisième partie, sur les résultats obtenus par une approche qualitative, afin de préciser les sens de ces écologies du quotidien en considérant l'importance des divisions idéologiques et

genrées établies par l'analyse quantitative. Nous montrerons que ces sens sont traversés par des logiques concurrentes : alors que chez certains manifestant·es la valorisation des éco-gestes – qui permet de paraître investi écologiquement et de neutraliser les réflexions plus systémiques sur les causes – s'articule paradoxalement à leur pratique peu intensive, d'autres militant·es, refusent de leur attribuer un caractère stratégique et politique, tout en s'investissant très fortement dans l'écologisation des pratiques quotidiennes. Leur engagement dans les éco-gestes peut alors se lire comme une réappropriation de l'institutionnalisation des pratiques quotidiennes qu'ils critiquent et une réinscription de l'investissement individuel dans un engagement global.

Encadré 1 – Méthodologie

L'étude s'est appuyée sur des méthodes mixtes ayant permis la collecte, par le collectif de recherche Quantité Critique, de données quantitatives et qualitatives. La phase quantitative s'est appuyée sur le sondage d'une population de manifestant·es (Favre *et al.*, 1997) ayant participé à la marche pour le climat du 12 mars 2022 à Paris. Une équipe de dix enquêteur·ices a été déployée pour recueillir les adresses électroniques des manifestant·es auxquel·les un sondage en ligne a été envoyé. Nous avons formé les enquêteur·ices à la passation aléatoire et les avons séparé·es en équipes pour atténuer les biais de sélection (Fillieule et Blanchard, 2010). Nous avons collecté un nombre total de 490 réponses dont 397 complètes et exploitables. Le questionnaire nous a permis le recueil de données sociodémographiques, de positionnements idéologiques et de pratiques individuelles et collectives des manifestant·es (voir le tableau en annexe). Nous avons choisi d'évaluer la pratique de onze « éco-gestes » dans notre étude, sélectionnés pour certains par soucis de comparaison avec les enquêtes existantes, pour d'autres en écho aux débats internes des espaces militants. Comme le montre le graphique 1, il s'agit d'éco-gestes qui informent sur trois dimensions de la vie quotidienne : les choix de consommation, le travail de production et les pratiques de renoncement. Certains gestes impliquent une fréquence plus ou moins assidue, d'autres peuvent être adoptés avec des temporalités différentes. Au regard des difficultés liées à l'investigation quantitative d'un objet aussi multi-forme que le style de vie, il est évident que les données sur ces gestes n'en fournissent qu'une vue limitée.

Les données qualitatives proviennent d'entretiens semi-directifs avec des participant·es à la marche du 12 mars 2022 (12 entretiens) et aussi à la grève pour le climat du 15 mars 2019 (22 entretiens), cette dernière ayant représenté le pic de la mobilisation des jeunes pour le climat⁵. Ils permettent d'examiner les perceptions subjectives que les militant·es ont du mouvement auquel ils et elles participent, de comprendre quels sens donner à leurs actions et comment les justifier (Blee et Taylor, 2002). Dans notre cas, elles ont permis de saisir le

5. Les répondant·es sont 12 hommes et 22 femmes âgés de 19 à 66 ans, la moitié ayant moins de 25 ans. Toutes les personnes en emploi sont cadres (fonctionnaire au ministère de l'Écologie, ingénieurs...) ou professions intellectuelles supérieures (professeur d'anglais...). Les enquêté·es sont tous des étudiant·es universitaires ou ont suivi une formation universitaire. Le domaine socio-humaniste est le plus représenté, même si une minorité possède une formation en ingénierie, finance ou médecine. 23 répondant·es sont également des militant·es en dehors du périmètre de la manifestation (membres d'associations écologiques, activistes pratiquant la désobéissance civile, etc.) tandis que 11 ne prennent pas part à d'autres formes de militantisme en dehors de la manifestation.

processus de sensibilisation des manifestant·es (avec un regard sur le rôle des ami·es et des parents), les pratiques collectives et individuelles effectives de ces dernier·es (et le regard porté sur le mouvement climat et ses stratégies d'action) ainsi que leur conception de l'écologie, du politique et du système économique.

■ Diffusion des normes écologiques parmi les manifestant·es pour le climat : une réforme limitée et située du quotidien

Certaines études se sont intéressées à la place des pratiques quotidiennes dans les mobilisations écologistes, en reconnaissant notamment l'existence d'une sphère individuelle d'action écologique à côté de la sphère collective (Boucher *et al.*, 2021 ; Martiskainen *et al.*, 2020). Dans une grande étude quantitative portant sur le mode de vie écologique des manifestant·es pour le climat dans 15 pays européens, Zamponi *et al.* (2022) démontrent que l'adoption des éco-gestes est associée à un niveau élevé d'engagement dans l'action politique, excluant tout effet de démobilisation parmi les activistes les plus pratiquants. En France, Alexandre *et al.* (2021), qui ont analysé le mouvement climatique via les réseaux sociaux en prenant en compte également les personnes « intéressées par la question environnementale » montrent que malgré une diffusion généralisée, les pratiques écologiques dans la vie quotidienne sont davantage adoptées par celles et ceux qui sont plus engagé·es au sein du mouvement (les activistes) que par celles et ceux qui sont en marge (les sympathisant·es).

Peu de travaux, en revanche, s'intéressent aux déterminants socio-politiques des pratiques écologiques quotidiennes au sein d'une population militante. Cette lacune se comprend notamment au regard des divisions internes au champ scientifique. La pratique des éco-gestes a été principalement saisie par le biais d'enquêtes nationales quantitatives, alors que les études sur les actes de contestation politique ont davantage suscité l'intérêt des ethnographes. Dans cette division du travail scientifique, l'ancrage sociopolitique des différentes significations attribuées aux pratiques quotidiennes, qui se situe à l'intersection des deux domaines de recherche, tend à rester un point aveugle. La signification attribuée à ces formes de militantisme est pourtant une dimension centrale pour comprendre ces luttes contemporaines (Dubuisson-Quellier, 2018), en tant qu'elle en constitue notamment l'une des principales lignes de fracture. Cette première partie cherche à présenter l'intensité différenciée de la pratique des gestes quotidiens au sein des manifestant·es pour le climat.

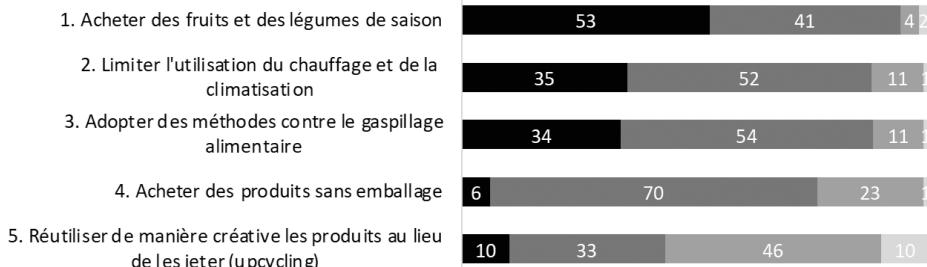
Une pratique soutenue des éco-gestes

Graphique 1

Les 11 indicateurs d'éco-gestes documentés par le questionnaire (N = 397)

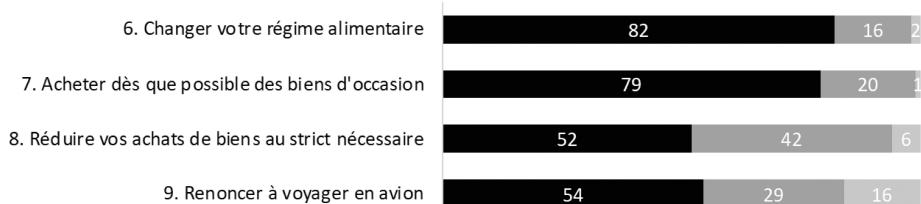
À quelle fréquence adoptez-vous les comportements écologiques suivants ?

■ Toujours ■ Souvent ■ Rarement ■ Jamais

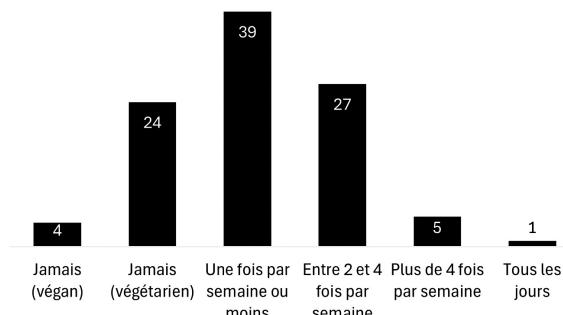


Pour des raisons écologiques, seriez-vous prêt·e à...

■ Je le fais déjà ■ Je serais prêt·e à le faire ■ Je ne serais pas prêt·e à le faire



10. Concernant la viande, vous en consommez...



11. Êtes-vous membre d'une AMAP ?



Nous notons que certains des éco-gestes régulièrement mis en avant sont très largement diffusés au sein de l'échantillon. 82 % des répondant·es disent avoir déjà changé de régime alimentaire, tandis que 79 % indiquent acheter dès que possible des biens d'occasion. Moins largement, 52 % des manifestant·es interrogé·es affirment avoir déjà réduit les achats au strict nécessaire et 54 % avoir déjà renoncé à voyager en avion. Si la première attitude peut répondre à une logique de frugalité, la seconde peut sembler correspondre davantage à une logique de sacrifices à la fois économique, – les vols étant souvent moins chers que d'autres moyens de transport moins polluants –, temporels – les moyens de transport alternatifs impliquent plus d'heures de déplacement et de préparation du voyage – et sociaux, par la renonciation aux loisirs ou les vacances.

Très fréquemment, les manifestant·es affirment acheter des fruits et des légumes de saison (53 % toujours et 41 % souvent). De même, respectivement 54 % et 34 % des manifestant·es déclarent adopter toujours ou souvent des méthodes contre le gaspillage alimentaire et respectivement 52 % et 35 % déclarent toujours ou souvent limiter l'utilisation du chauffage et de la climatisation. L'adoption de ces pratiques est non seulement relativement simple, mais implique également des rétributions sociales, faisant écho à « l'individualisme altruiste » de Beck et Beck-Gernsheim (2002). L'achat de produits sans emballage est fréquent mais moins constant (6 % toujours et 70 % souvent). Cela nécessite l'accès à des magasins proposant des produits non conditionnés et constraint à s'équiper afin de stocker ces produits, des facteurs pouvant décourager sa pratique constante. Pour ce qui est des activités productives, 10 % des répondant·es déclarent toujours réutiliser un produit de manière créative au lieu de le jeter (*upcycling*) et 33 % disent le faire souvent. Ici aussi, le taux plus faible d'adoption s'explique par les compétences et l'investissement supérieurs qui sont exigés.

Tableau 1

Comparaison de l'adoption des éco-gestes entre l'ensemble des Français·es et l'échantillon des manifestant·es ayant participé à la marche pour le climat du 12 mars 2022 à Paris

Marche pour le climat à Paris, 12 mars 2022	Échantillons nationaux
Acheter des fruits et légumes de saison (Toujours + Souvent)	94 %
	Veiller à acheter des légumes de saison (Déjà fait) 68 % (1)
	Privilégier les fruits et les légumes de saison (Systématiquement ou presque) 61 % (2)
Limiter l'utilisation du chauffage et de la climatisation (Toujours + Souvent)	87 %
	Couper mon chauffage et mon chauffe-eau en cas d'absence prolongée (Déjà fait) 71 % (1)
	Baisser la température de son logement de deux ou trois degrés l'hiver (Déjà fait) 64 % (1)
Changer votre régime alimentaire (Déjà fait)	82 %
	Ajuster votre régime alimentaire (Oui) 25 % (3)
Acheter dès que possible des biens d'occasion (Déjà fait)	79 %
	Éviter l'achat de biens neufs en préférant la réparation ou l'achat d'occasion (Oui) 19 % (3)
Acheter des produits sans emballage (Déjà fait)	76 %
	Choisir des produits avec peu d'emballage (Déjà fait) 41 % (1)
	Choisir des produits avec le moins d'emballage possible (Systématiquement ou presque) 31 % (2)
Concernant la viande, vous en consommez... (Jamais - végan ; Jamais – végétarien ; Une fois par semaine ou moins)	67 %
	Limiter la consommation de viande de mon foyer (Déjà fait) 50 % (1)
	Limiter votre consommation de viande (Systématiquement ou presque) 26 % (2)
Renoncer à voyager en avion (Déjà fait)	54 %
	Ne plus prendre l'avion pour ses loisirs (Déjà fait) 40 % (1)

Note : (1) Enquête ADEME « Les représentations sociales du changement climatique ». OpinionWay, 2019. (2) Enquête Obs'COP. Ipsos, 2020. (3) Enquête INJEP « Agir pour l'environnement : comportements et aspirations des 18-30 ans ».

Concernant la consommation de viande, 28 % de nos enquêté·es se disent totalement végétarien·nes ou véganes et 39 % indiquent qu'ils et elles consomment de la viande une fois par semaine ou moins. Ces taux bien supérieurs à la moyenne nationale⁶ rappellent que le végétarisme constitue un marqueur important dans l'histoire du militantisme environnemental, et contribue à la construction d'une certaine identité écologique au sein du mouvement, sans pour autant représenter son élément distinctif (Faucher, 1998). Enfin, 10 % des répondant·es se disent membres d'associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) et 33 % déclarent avoir été membre précédemment. La comparaison

6. À titre de comparaison, l'enquête ADEME « Les représentations sociales du changement climatique ». OpinionWay, 2019, qui mobilise un indicateur moins restrictif, montre que 50 % des personnes interrogées déclarent « limiter la consommation de viande dans [leur] foyer ».

montrée dans le tableau 1 entre les données collectées le 12 mars 2022 et les études construites à partir d'échantillons représentatifs de la population française permet de mettre en perspective la pénétration de certaines de ces pratiques quotidiennes.

Bien que les indicateurs utilisés dans les enquêtes nationales ne soient pas toujours les mêmes que ceux utilisés dans nos questionnaires, et qu'enquêter en manifestation puisse induire chez les interrogé·es une tendance à surévaluer leur engagement pour afficher une conformité avec la cause défendue ce jour-là, la population de marcheur·euses pour le climat du 12 mars 2022 semble constituer un public nettement plus engagé dans la pratique des éco-gestes que la population générale. Les gestes de consommation éthique, des plus communs aux plus minoritaires dans la population générale, sont systématiquement plus pratiqués par les manifestant·es pour le climat.

Les gestes de consommation éthique, des plus communs aux plus minoritaires dans la population générale, sont systématiquement plus pratiqués par les manifestant·es pour le climat.

L'objectivation de l'engagement quotidien par le recensement des pratiques ne permet bien sûr pas de saisir avec précision le niveau d'investissement, qui doit faire l'objet d'une analyse contextualisée au regard de l'espace de contraintes propres à chaque situation sociale. Pour autant, la distribution des marcheur·euses en fonction du nombre d'éco-gestes qu'ils pratiquent montre l'hétérogénéité mais aussi les limites de l'écologie quotidienne qu'ils mettent en œuvre.

Des disparités entre manifestant·es

Si, en général, cette population militante semble plus pratiquante que la population française, l'écart entre des pratiques très investies et des pratiques très sectorisées invitent à investiguer les disparités d'engagement entre les manifestant·es.

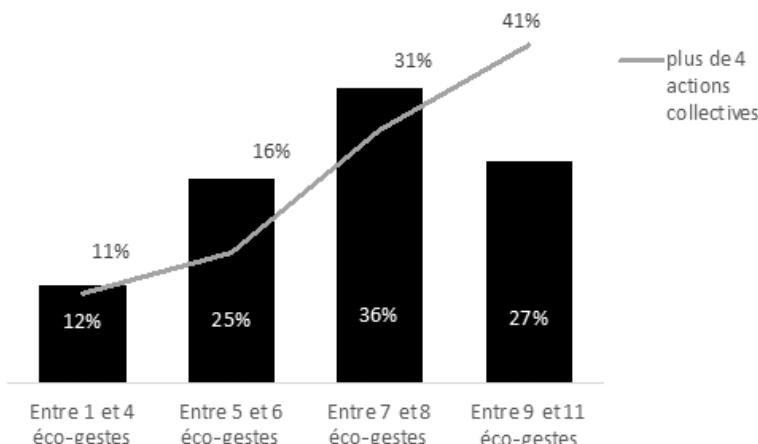
En additionnant l'ensemble des éco-gestes pour créer un indice (graphique 2), il apparaît que :

- 12 % des répondant·es adoptent entre 1 et 4 éco-gestes,
- 25 % en adoptent 5 ou 6,
- 36 % en adoptent 7 ou 8
- 27 % en adoptent entre 9 et 11.

La population de la manifestation est ainsi particulièrement hétérogène en termes de mise en œuvre concrète d'un mode de vie écologique. Si le militantisme écologique est parfois décrit comme un militantisme de la réinvention de soi (Melucci, 1989), à l'échelle de l'ensemble de ce mouvement, celui-ci reste largement centré sur des formes limitées de consommation éthique.

En effet, bien que le nombre de manifestant·es adoptant plus de 7 pratiques soit significatif, celles et ceux qui en adoptent moins de la moitié représentent un tiers de l'échantillon. Rares sont cependant les manifestant·es qui s'astreignent à une refonte profonde de leur économie domestique.

Graphique 2. Manifestant·es participant·es à plus de 4 actions collectives en fonction du nombre des éco-gestes adoptés (N = 215)



Note : Les actions collectives proposées dans le questionnaire étaient au nombre de six : « Bloquer des infrastructures polluantes » ; « Décrocher un portrait d'Emmanuel Macron » ; « Occuper un lieu illégalement » ; « Participer à une action organisée par Extinction Rebellion » ; « Affronter les forces de l'ordre et la police » ; « Faire des dégâts matériels ». Les répondant·es étaient invités à choisir l'une des modalités de réponse suivantes : « Déjà fait », « Pourrait le faire », « Ne le fera pas mais soutient l'action », « Ne le fera pas et ne soutient pas l'action », « Ne le fera pas et condamne l'action ». Pour chaque répondant·e, nous avons décompté le nombre d'actions, parmi les six, « Déjà faites » ou pour lesquelles il est déclaré « Pouvoir la faire ». Les répondant·es qui déclarent n'avoir jamais fait ou jamais vouloir faire de telles actions sont 25 %, celles et ceux qui disent avoir déjà fait ou se disent prêt·es à faire entre 1 et 3 actions sont 42 % et celles et ceux qui disent avoir déjà fait ou se disent prêt·es à faire entre 4 et 6 de ces actions sont 33 %.

les taux d'adoption d'une pratique varient fortement d'un éco-geste à un autre parmi les gestes sélectionnés, et seules les pratiques qui demandent peu d'investissement en temps sont adoptées par la grande majorité des manifestant·es.

Ces données tendent donc à mettre en évidence les limites de la diffusion des éco-gestes au sein de la population militante : les taux d'adoption d'une pratique varient fortement d'un éco-geste à un autre parmi les gestes sélectionnés, et seules les pratiques qui demandent peu d'investissement en temps sont adoptées par la grande majorité des manifestant·es. Ces résultats permettent de relativiser les théories du citoyen-consommateur en tant qu'agent de la réforme écologique (Spaargaren et Oosterveld, 2010) : la propagation des gestes écologistes possède des limites et peut se produire entre des pratiques inhérentes à un même espace comme l'espace domestique, mais il est peu probable qu'elle se produise entre des espaces différents (Barr *et al.*, 2011). Nos résultats concourent à montrer que la majeure partie des marcheur·ses restent centré·es sur un type de pratique particulier. Même au sein de la sphère domestique, les activistes ne s'investissent que partiellement dans l'ensemble des secteurs d'action.

Le recensement du nombre de gestes pratiqués au quotidien montre également que la mobilisation dans les gestes du quotidien se déploie conjointement à un engagement collectif poussé. Nous avons testé 6 actions collectives à forte connotation protestataire (illustrées dans la note en bas du graphique 2). Le graphique montre que l'engagement dans les éco-gestes et les stratégies collectives ne se présentent pas comme deux horizons d'action contradictoires. Celles et ceux qui pratiquent le plus d'éco-gestes sont d'ailleurs très favorables aux actions de désobéissance civile : 41 % des manifestant·es pratiquant plus de 9 éco-gestes se déclarent « avoir déjà » ou « être prêt à » faire plus de 4 actions collectives. Cependant, cette prédisposition aux actions de protestation varie fortement selon le type d'action : parmi celles et ceux qui pratiquent plus de 9 éco-gestes, le soutien aux actions de désobéissance non violente est très élevé (63 % indiquent avoir déjà participé ou être prêt·es à participer à des actions organisées par Extinction Rebellion, 62 % à bloquer les infrastructures polluantes, 57 % à occuper illégalement une place et 49 % à décrocher un portrait d'Emmanuel Macron). En revanche, le soutien aux actions violentes est beaucoup moins répandu (seulement 30 % ont déjà ou sont prêt·es à affronter la police et 21 % à provoquer des dégâts matériels). Dans l'ensemble donc, les marcheurs et les marcheuses soutiennent plus qu'ils et elles ne participent aux actions considérées comme les plus radicales. Leur engagement s'inscrit plutôt dans un entre-deux : il est largement supérieur à la moyenne de la société française mais

ne suscite pas une refonte profonde de leur mode de vie, ni un engagement dans les formes politiques à la lisière de la légalité. La mise en œuvre d'une éthique de la consommation s'articule alors au respect de nombreuses normes du consumérisme, de la même manière que leur critique et leurs pratiques se tiennent à distance du recours à la violence politique. Ainsi, le rapport des manifestant·es pour le climat à la critique de l'institutionnalisation des normes écologiques apparaît ici comme fondamentalement ambivalent : l'intensité de la pratique collective et de la critique sociale de l'individualisation du problème climatique va de pair avec une intensification des pratiques écologiques.

Ainsi, le rapport des manifestant·es pour le climat à la critique de l'institutionnalisation des normes écologiques apparaît comme fondamentalement ambivalent : l'intensité de la pratique collective et de la critique sociale de l'individualisation du problème climatique va de pair avec une intensification des pratiques écologiques.

■ L'espace sociopolitique des pratiques quotidiennes

La variété de combinaisons d'adoption des éco-gestes invite à questionner les terreaux sociaux spécifiques qui constituent des dispositions fondamentales favorisant ou freinant le développement de l'engagement au quotidien des manifestant·es. Le passage à l'action écologique peut ici s'appréhender comme la concrétisation de dispositions déterminées par les ancrages sociodémographiques et politiques, au premier rang desquelles le genre, mais aussi la position de classe (Grossetête, 2019) et les orientations politiques.

Dans cette partie, nous cherchons à saisir les effets spécifiques des différentes variables sociopolitiques. La réalisation d'une régression permet de vérifier l'effet de ces différentes variables sur la participation aux 11 éco-gestes documentés par notre questionnaire. Nous avons construit plusieurs modèles de régression logistique⁷ dont les résultats sont restitués dans le tableau 2.

7. La régression logistique est un modèle statistique permettant d'estimer la corrélation entre une ou plusieurs variables indépendantes et une variable dépendante binaire. L'objectif du modèle est d'établir la probabilité avec laquelle une observation peut générer l'une ou l'autre valeur de la variable dépendante. Les variables dépendantes utilisées pour chacun des 11 premiers modèles ont été construites à partir de la fréquence d'adoption des comportements écologiques individuels (des variables ont été mesurées sur une échelle de Likert en 5 points), d'autres dans les termes suivants : « Je le fais déjà, Je serais prêt·e à le faire, Je ne serais pas prêt·e à le faire ». Le modèle 12 est une régression linéaire simple, la variable dépendante étant continue (score synthétique construit via un modèle de Rasch). La variable indépendante que nous avons utilisée est le positionnement politique à gauche, mesuré sur l'échelle suivante : gauche radicale, gauche, centre, droite, extrême droite. Des variables de contrôle d'âge, de sexe et de classe sociale ont été intégrées dans chaque modèle.

Tableau 2
Les déterminants sociopolitiques des éco-gestes chez les marcheurs du 12 mars 2022

	Acheter le strict nécessaire [1]	Renoncer à l'avion [2]	Limiter le chauffage [3]	Acheter des fruits de saison [4]	Anap [5]	Lutter contre le gaspillage [6]	Changer son régime alimentaire [7]	Être végétarien-ne [8]	Acheter d'occasion [9]	Acheter sans emballage [10]	Upcycling [11]	Score synthétique 11 éco-gestes [12]
Âge												
Moins de 20 ans [éf.]	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	-0,06
21-25 ans	0,82	1,16	0,72	1,31	0,77	0,85	0,78	2,17**	1,08	0,66	0,32***	0,06
26-30 ans	0,80	1,17	1,25	2,74**	0,36*	0,66	1,16	1,41	1,19	0,82	0,31**	0,06
31-35 ans	2,15	2,52	1,34	4,17**	0,18**	0,47	0,69	1,59	1,42	2,00	0,22**	0,35
36-45 ans	1,06	2,59	1,11	2,05	0,12***	1,27	0,24*	0,77	0,81	0,77	0,44	0,18
Plus de 45 ans	3,57**	3,31**	1,29	4,93**	0,11***	1,49	0,76	0,67	1,79	0,95	0,70	0,50*
Genre												
Féminin [éf.]	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	-0,39**
Masculin	0,82	1,35	0,95	0,43***	1,34	0,51***	0,46*	0,43***	0,41***	0,65*	0,47***	
CSP du ménage des parents												
Intermédiaire [éf.]	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	
Petit-Indépendant	0,86	5,01**	0,84	0,62	1,19	1,40	0,53	1,44	1,06	1,05	1,15	0,17
Cadre	0,69	0,95	0,91	0,89	1,00	0,94	1,07	1,09	0,75	1,19	0,61**	-0,08
Classes populaires	1,09	0,73	0,98	0,71	0,90	1,43	0,69	1,99**	2,61*	1,43	1,04	0,13
Positionnement politique à gauche	1,39	1,06	0,81	1,04	0,71*	1,27	1,36	1,49**	1,90**	1,17	1,40*	0,19**
Observations	338	331	336	339	327	338	342	345	339	339	332	345
Prop. de pratiquants (ou moyen)	0,52	0,54	0,35	0,53	0,37	0,34	0,82	0,28	0,79	0,06	0,10	0,00
Chi2	32,7	22,7	9,6	36,9	33,9	25,6	27,1	48,0	34,1	14,9	45,5	
Prob>chi2	0,01	0,16	0,92	0,00	0,01	0,08	0,06	0,00	0,01	0,60	0,00	
PseudoR2	0,06	0,06	0,01	0,07	0,06	0,04	0,08	0,05	0,09	0,03	0,05	

*p<10 ; **p<0,05 ; ***p<0,01

Note : tous les modèles estimés à l'exception du modèle (12) sont des modèles logistiques ordonnés et les coefficients sont présentés sous forme d'odds-ratio. Le modèle (12) est une régression linéaire simple, la variable dépendante étant continue (score synthétique construit via un modèle de Rasch).

Le rôle des dispositions sociales

Si l'âge, le genre et la classe peuvent contribuer à expliquer la multiplicité d'investissement dans les pratiques quotidiennes, le rôle différencié des dispositions sociales peut s'appréhender au regard des particularités de chaque éco-geste.

Ainsi, concernant l'âge, on distingue différents effets selon les pratiques analysées : par rapport aux segments plus jeunes (moins de 21 ans) choisis comme référence dans la régression, le fait d'avoir plus de 30 ans a des effets positifs dans une série d'éco-gestes qui concernent la consommation, comme l'achat de fruits et légumes de saison, le fait d'être membre d'une AMAP, ou d'acheter le strict nécessaire (uniquement pour les plus de 45 ans). Il n'est pas surprenant que ces pratiques soient positivement corrélées à un âge plus élevé puisqu'elles nécessitent une certaine disponibilité économique et une certaine indépendance dans les achats. Parmi les pratiques positivement associées à ces segments d'âge, il y a aussi le renoncement à l'avion, qui implique également une plus grande prise en charge des coûts économiques et une plus grande autonomie dans l'organisation du travail et du temps libre. Le score synthétique composé de la somme de tous les éco-gestes augmente aussi en fonction de l'âge. Pour les manifestant·es, s'engager dans un mode de vie écologique est donc plus facile quand on fait preuve d'une plus grande autonomie.

D'autre part, l'*upcycling* et le renoncement à la consommation de viande sont positivement associés à un âge intermédiaire (21-35 ans) par rapport aux segments plus jeunes de l'échantillon. Ce sont des pratiques qui nécessitent une certaine autonomie par rapport au foyer familial (en particulier le fait d'être végétarien ou végane pourrait signifier devoir se distinguer des choix alimentaires familiaux), ainsi qu'une certaine disponibilité de temps (pratiquer de l'*upcycling*, par exemple, pourrait signifier passer du temps pour suivre des cours créatifs) une caractéristique plus facilement retrouvée dans un segment de jeunes adultes à la fin des études ou au début de leur carrière professionnelle, par rapport à un segment encore d'âge scolaire.

Le deuxième déterminant qui structure un grand nombre de gestes écologiques est le genre. Cette variable influence à la fois les gestes les plus courants au sein de l'échantillon (« Acheter des fruits et légumes de saison », « Adopter des méthodes contre le gaspillage alimentaire », « Changer de régime alimentaire », « Acheter des produits sans emballage », « Acheter des biens d'occasion ») et ceux

pratiqués par un pourcentage plus faible de manifestant·es (« Être végétarien ou vegan », « Réutiliser de manière créative les produits au lieu de les jeter (*upcycling*) »). La corrélation entre le genre et l'adoption d'éco-gestes n'est pas un résultat inattendu : des enquêtes soulignent cette détermination y compris chez les militant·es. Tindall *et al.* (2003) soulignent, par exemple, que les femmes écolo-gistes (plus que les hommes écologistes), exposées à la double contrainte du travail rémunéré et du travail domestique, utilisent l'espace des routines quotidiennes pour expérimenter des comportements pro-écologiques. Si l'engagement écologique peut constituer une contrainte supplémentaire pour elles et donc, dans un sens éco-maternaliste, un redoublement de l'aliénation domes-tique en tant que « soin » de la famille et de la Planète (MacGregor, 2011), cet investissement peut également correspondre à une opportunité de redistribution des valeurs. En adoptant des pratiques écologiques, les femmes révéleraient la masculinité hégé-monique qui imprègne les gestes polluants (Stoddart et Tindall, 2011) et se distingueraient ainsi de celle-ci.

Les éco-gestes dont la pratique ne semble pas déterminée par le genre correspondent à certaines formes de consommation. C'est le cas pour les actions suivantes : « Réduire vos achats de biens au strict nécessaire », « Limiter l'utilisation du chauffage et de la climatisation » et « Renoncer à voyager en avion ». Cet espace relève en partie d'une déclaration de bonnes intentions. Ces items représen-tant une certaine frugalité, pour lesquels il s'agit de s'abstenir d'un comportement plutôt que de mettre en place une tâche supplémen-taire en faveur de l'écologie, favorisent la population masculine, tendanciellement moins impliquée dans les tâches domestiques.

Les effets de classe, mesurés à partir de la CSP du ménage des parents des manifestant·es, sont quant à eux peu significatifs. Par rapport aux « professions intermédiaires », catégorie choisie comme référence, les manifestant·es issu·es d'un foyer de cadres ont tendance à pratiquer davantage l'*upcycling* des produits, tandis que celles et ceux qui viennent d'un ménage de petits indépendants ont tendance à plus renoncer aux voyages en avion. Cette dernière pratique, en particulier, peut être interprétée de manière sensible-ment différente en fonction du style de vie et des niveaux de revenus.

Toutefois, les groupes sociaux les mieux dotés ne semblent pas être, au sein du public mobilisé, plus attachés à la dimension quoti-dienne de l'engagement écologique que les segments issus des classes populaires. En effet, deux pratiques sont positivement liées

à l'appartenance aux classes populaires. Il s'agit de deux pratiques qui, en plus de nécessiter une certaine disponibilité et une certaine disposition à l'adaptation, ont un lien ambivalent avec le revenu, à savoir le végétarisme et l'achat de biens d'occasion. D'une part, l'application de telles pratiques peut être vue comme une manière d'agir liée à l'épargne, puisque, généralement, tant l'achat de viande que celui de nouveaux produits correspond à une dépense conséquente. D'autre part, l'acte de réduire la consommation de viande ou d'acheter des produits usagés peut aussi être vu comme une volonté des manifestant·es écologistes des classes populaires d'échapper aux chaînes de consommation rapide et à faible coût de produits alimentaires contenant de la viande (fast-food) ou de nouveaux objets (*fast fashion*, plateformes de e-commerce). Ces pratiques invitent à considérer l'investissement écologique des classes populaires au croisement des convictions politiques et des contraintes économiques, sans que celui-ci puisse se réduire à l'une ou l'autre de ces dimensions. Cette approche permet de dépasser la focalisation sur l'écologie contrainte des groupes précaires (Gaborit et Grémion, 2019) et sur les pratiques supposément volontaires des seules classes dominantes, qui intégrerait l'écologie à leur éthos pour prendre en compte également la pluralité interne des groupes différemment dotés en capitaux et leur rapport différencié aux éco-gestes.

Style de vie et radicalité politique

À l'instar de certains déterminants sociaux, les ancrages politiques jouent également un rôle dans l'investissement de certaines pratiques quotidiennes. Végétarisme et achat de biens d'occasion sont ainsi également parmi les pratiques les plus sectorisées idéologiquement. Elles sont ainsi d'abord pratiquées par les manifestant·es des groupes les plus populaires et celles et ceux se considérant comme très à gauche⁸. Loin de n'être qu'un reflet des tendances néolibérales qui individualisent la responsabilité environnementale (Singer, 2017), la pratique du végétarisme et du véganisme par les plus radicaux et les plus radicales tend à montrer qu'elle peut être investie à partir d'une motivation plus politique. Dans un autre registre, la réutilisation d'objets usagés est investie par des profils jeunes, clairement orientés à gauche, contrastant avec le tri sélectif qui constitue l'archétype des éco-gestes les plus consensuels. Cette pratique semble ouvrir une voie de renouvellement de la lutte

8. Le positionnement à gauche est mesuré à partir d'une échelle de Likert à 6 points (très à gauche, à gauche, au centre, à droite, très à droite, ni à gauche ni à droite).

contre les déchets dans la pratique écologique. Enfin, la participation à l'AMAP, la pratique la plus « collective » parmi les éco-gestes mesurés, est significativement corrélée au positionnement à gauche.

On retrouve enfin, à l'intersection du genre, de la classe et de la gauche radicale, le cumul de plusieurs éco-gestes. En effet, du point de vue du positionnement politique, ce sont celles et ceux se positionnant plus à gauche qui semblent cumuler davantage de gestes quotidiens. Si le militantisme écologique est souvent décrit comme peu articulé aux oppositions idéologiques héritées de la société industrielle – et, de fait, une large part de l'engagement quotidien se construit à partir d'actes peu contraignants – l'engagement intensif reste fondamentalement dépendant de l'appartenance à une culture de la gauche radicale. Socialement, un niveau de plus en plus élevé d'adoption des éco-gestes au sein de la mobilisation est lié au fait d'avoir plus de 45 ans et est principalement associé aux femmes. La réforme intense du quotidien implique donc un cumul de dispositions de genre adossé à un fort niveau de radicalité politique. En effet, la persistance de l'effet du genre à côté de celui du positionnement idéologique à gauche confirme que la radicalité politique ne conduit pas les hommes à adopter systématiquement ces gestes pourtant présentés comme cohérents avec leur engagement écologique, et ainsi à dépasser un partage genré de la domesticité dont ils tirent profit (Delphy et Leonard, 2019). Dans une mobilisation composée aux deux tiers par des femmes, ce partage genré des pratiques confirme la reproduction au moins partielle d'un modèle culturel dans lequel les femmes restent assignées à l'espace domestique (Champagne *et al.*, 2015).

Ces déterminations différenciées, qui donnent à voir un partage entre des éco-gestes très pratiqués et des éco-gestes très situés dans la mobilisation, permettent de remettre en cause la catégorie même d'éco-gestes. En unifiant sous le nom de gestes des pratiques et des attitudes très hétérogènes, elle passe à côté de deux éléments. D'abord, certains gestes peuvent s'appréhender comme des « non-gestes », c'est-à-dire une pratique d'abstention, dont l'évaluation par les individus interrogés peut être largement déterminée par des appréciations différenciées, et pour lesquels, par conséquent, le rôle du déclaratif peut être très important. De ce point de vue, l'incorporation des normes peut se traduire tout autant par une évolution des pratiques que par une évolution du discours sur soi, qui met l'accent sur les pratiques valorisées socialement, chez celles et ceux qui attribuent une grande valeur aux gestes quotidiens.

Plus l'analyse se porte sur les engagements quotidiens contraignants, plus les déterminations sociales et politiques sont

structurantes. Le fait d'être une femme, de se positionner « très à gauche » et d'appartenir à un groupe social plus faiblement doté que la moyenne des manifestant·es, constituent le terreau social le plus favorable à l'engagement dans les pratiques écologiques quotidiennes, contrastant avec l'interprétation des éco-gestes comme pratique dépolitisante (Blühdorn et Deflorian, 2021) mise davantage en avant par les classes supérieures que les classes populaires (Comby et Malier, 2021). Ces résultats confirment les travaux récents sur les personnes engagées pour le climat, en mettant en évidence la persistance de l'engagement quotidien (Boucher *et al.*, 2021 ; Martiskainen *et al.*, 2020) et sa pratique par celles et ceux qui sont les plus investi·es dans l'action collective (Zamponi *et al.*, 2022 ; Alexandre *et al.*, 2021). Ils permettent également de les compléter en montrant l'articulation des différents déterminants sociopolitiques dans la persistance de cet engagement.

Une question reste toutefois en suspens. En effet, au sein d'une mobilisation sociale qui revendique l'action collective comme moyen de pousser les institutions à trouver des solutions politiques à la crise climatique, l'adoption cumulée d'éco-gestes par les segments les plus radicaux nous pousse à enquêter sur les motivations qui sous-tendent un tel mode de vie. Il convient ainsi d'approfondir, par des entretiens semi-directifs, les sens donnés à ces pratiques par les manifestant·es. Ces échanges nous ont permis en effet de faire apparaître un clivage entre celles et ceux dont la pratique effective se révèle limitée, mais qui sont soucieux et soucieuses de mettre en avant leurs bonnes actions, et celles et ceux qui transforment leur quotidien mais pour qui les éco-gestes n'ont pas de valeur stratégique.

Le fait d'être une femme, de se positionner « très à gauche » et d'appartenir à un groupe social plus faiblement doté que la moyenne des manifestant·es, constituent le terreau social le plus favorable à l'engagement dans les pratiques écologiques quotidiennes, contrastant avec l'interprétation des éco-gestes comme pratique dépolitisante portée par les classes supérieures.

■ Manifestant·es environnementalistes et militant·es écologistes : les sens divergents de l'engagement

La participation plus soutenue aux éco-gestes par les manifestant·es plus positionnés à gauche, mais aussi plus critiques du système capitaliste et de l'individualisation du problème climatique *via* la diffusion de nouvelles normes de consommation, questionne les différents sens donnés aux transformations du quotidien. Les différences d'intensité d'engagement dans les pratiques quotidiennes s'articulent à des oppositions profondes sur la valeur politique qu'ils leur attribuent. Cette partie⁹ rend compte de deux

9. Cette analyse est construite à partir de 34 entretiens, dont 22 réalisés avec des manifestant·es ayant participé à la marche du 15 mars 2019 à Paris et 12 avec des manifestant·es de la marche du 12 mars 2022 à Paris.

logiques concurrentes d'engagement dans les éco-gestes : celles des manifestant·es environnementalistes pour qui l'engagement quotidien est valorisé, mais assez peu soutenu, et celle des militant·es écologistes, qui considèrent les éco-gestes comme secondaires, tout en s'y engageant plus fortement.

Croire sans trop en faire

Dans les discours des manifestant·es les moins investi·es dans les actions collectives, cette valorisation des éco-gestes se construit autour de la mise en avant de leur pratique et du caractère stratégique de l'investissement personnel dans l'éologie du quotidien.

Dans les discours des manifestant·es les moins investi·es dans les actions collectives, cette valorisation des éco-gestes se construit autour de la mise en avant de leur pratique et du caractère stratégique de l'investissement personnel dans l'éologie du quotidien. Ces discours ont plusieurs fonctions et leur permettent notamment de se construire une identité écologiste, tout en garantissant la préservation de normes consuméristes. Cette forme d'action s'articule à une conception environnementaliste (Dobson, 2007) de l'engagement, qui considère la démarche écologique comme compatible avec les logiques de croissance et du capitalisme. Tout en critiquant généralement les carences des politiques publiques, les manifestant·es environnementalistes restent dans une logique d'institutionnalisation des éco-gestes. En effet, ils et elles insistent sur l'utilisation de leurs bonnes pratiques comme outil de sensibilisation : les éco-gestes sont une façon de montrer l'exemple et de prouver à leur entourage qu'il est possible de respecter les normes écologiques établies.

Un discours insistant sur l'importance des éco-gestes

Dans plusieurs entretiens, une importance certaine est accordée aux éco-gestes. L'insistance sur la nécessité de l'engagement dans les éco-gestes au quotidien s'accorde avec le discours dominant néolibéral alimenté par les politiques et les institutions médiatiques (Comby, 2015), dans lequel la responsabilité incombe avant tout aux individus. Le tri sélectif et le recyclage incarnent cette dimension individuelle du cadrage de la question climatique qui, « en mettant l'accent sur l'acte individuel d'élimination, et non sur les actes d'emballage, de conditionnement et de distribution du producteur, fixe la responsabilité première sur les individus et les gouvernements locaux » (Maniates, 2002, p. 58). Dans les entretiens, sept manifestant·es parmi les moins investi·es collectivement mettent ainsi en avant le tri sélectif. C'est par exemple le cas d'Arthur (21 ans, L3 en histoire à la Sorbonne) ou de Camille (19 ans, L1 de linguistique), qui vit avec sa mère et la juge « plutôt un peu écolo » sans être « très engagée ». Elle tient beaucoup au

tri, essaye de minimiser le gaspillage mais « sans vraiment d'engagement politique ou d'action en dehors du quotidien ». La promotion d'une pratique du tri dans les discours apparaît également chez Claire (24 ans, étudiante préparant un master tourisme, aménagement et planification touristique) :

Par exemple, moi je fais le tri sélectif des déchets... J'ai eu pas mal d'appartements donc dans mon quartier, il fallait se renseigner sur comment se faisait le tri, etc. Donc moi j'ai toujours essayé de me renseigner. Et puis j'ai eu des colocataires qui s'en fichaient donc motif... Pas de conflit mais euh... ça peut m'énerver si des gens... Ils jouent pas le jeu alors que j'ai mis le système en marche dans mon appartement.

Au-delà du tri, d'autres gestes impliquant un faible engagement sont mis en avant. L'objectif est soit, à niveau de consommation constant, de choisir les produits présentés comme les plus vertueux, ou ceux dotés de l'impact le plus faible, ou de la mise en avant d'abandon peu coûteux. En accord avec la logique de l'institutionnalisation des éco-gestes, ils et elles se présentent comme des « consommateur·es » ayant le pouvoir d'influencer le marché par leurs choix de consommation. Ces participant·es aux manifestations, issues principalement des franges les plus qualifiées et les plus stables du salariat (Quantité Critique, 2019), peuvent trouver leur intérêt dans le discours centré sur le choix vertueux, qui entre facilement en cohérence avec leur capacité économique à arbitrer des choix et mettre en place de nouvelles pratiques de consommation. La focalisation sur les choix vertueux peut servir à conjurer le malaise lié à une position de classe associé à un mode de vie particulièrement peu soutenable, car fortement consommateur. C'est le cas de Jeanne (50 ans, comédienne) qui s'autosuitue parmi « les 10 % les plus riches de France » qui insiste sur le fait de donner l'exemple : « Si nous on ne montre pas l'exemple de ça, qui va le faire ? ». Plutôt que de renoncer au statut de consommateur·ice aisé·e, les marcheur·euses font alors des choix qui ont sans doute autant à voir avec le souci de la préservation de l'environnement qu'avec celui de préserver la possibilité d'une consommation.

Cette valorisation de ces éco-gestes s'inscrit dans une logique qui met au centre du processus politique la question de l'information, considérée comme le moteur du « juste choix ». C'est ce dont témoigne l'exemple de Léna (20 ans, fille des diplomates et étudiante d'un master de Politiques environnementales) qui insiste pour favoriser certains produits à partir d'une analyse des informations sur la provenance. Ainsi, la dépolitisation, ici comprise comme l'absence de conflictualité et la non-identification des leviers collectifs de transition, passe également par une conception de

Si les gestes du quotidien sont mis en avant, c'est parce qu'ils apparaissent dans certains discours comme une instance de sensibilisation.

l'information comme déclencheur du passage à l'acte. Si les gestes du quotidien sont mis en avant, c'est parce qu'ils apparaissent dans certains discours comme une instance de sensibilisation. Claire tient un discours qui passe par la valorisation de séquences du quotidien, par exemple un dîner entre ami·es, comme moments où se joue la cause écologique :

Hier on a fait une raclette et puis [une amie] me dit : attends donne-moi de l'aluminium ou de la cellophane pour que je puisse ranger les trucs [...]. Et puis je lui dis « Bah tu préfères de l'aluminium ou de la cellophane ? » Elle me dit : « Donne-moi de l'aluminium ça pollue moins ». Et alors là dans ma tête je me dis que je vais plus utiliser que de l'aluminium.

L'enquêtée présente la sensibilisation interpersonnelle aux choix vertueux comme cause de possibles réformes de soi. La transition passerait donc ici par le fait de convaincre ses proches de faire un choix du quotidien plus écologique. Dans ces discours, qui insistent avant tout sur des pratiques très consensuelles, ou sur la valorisation écologique *a posteriori* de certains choix ou certains renoncements, la possibilité d'un changement est d'abord appréhendée à travers les transformations individuelles. Si ces discours permettent à ces manifestant·es, bien doté·es en capitaux, de s'assurer d'un certain niveau de confort, elle implique également un certain rapport à la conflictualité sociale.

Dépolitisier l'enjeu climatique

Chez les manifestant·es valorisant les éco-gestes, la mise en avant de ces derniers contribue à une dépolitisisation du discours (Swyngedouw, 2011). En effet, sans pour autant uniformiser les conditions de vie et les positionnements sociaux, ces manifestant·es considèrent que tout le monde a un « rôle à jouer », entraînant une dépolitisisation de la question, dans le sens où ce discours efface les agentivités différenciées des groupes sociaux (Gamson, 1991). Camille insiste sur ses pratiques individuelles : « Je fais mes trucs de mon côté et je m'intéresse pas trop au contexte avec la société, le monde ». Maxime (22 ans, fils d'ingénieur et étudiant en M1 de finance) souligne que, dans sa famille ou à l'université, il ne parle presque jamais de politique. Son entrée dans la grève pour le climat s'est faite par certains de ses amis impliqués dans le mouvement. Il met également l'accent sur les efforts que chacun peut faire à son échelle personnelle :

Moi qui suis étudiant, globalement si tu devais me catégoriser d'un point de vue économique, j'ai l'aide de mes parents etc. j'ai de l'argent. Je peux me permettre de moins consommer des trucs de chez Lidl, certaines personnes, elles, se posent pas ce genre de questions car elles peuvent pas évidemment.

Mais d'un point de vue individuel, globalement on peut tous se poser à notre échelle et de manière marginale ou très forte s'engager sur ces questions-là.

L'absence de critique sociale trouve son corollaire dans un rapport très distant et peu investi émotionnellement à la perspective d'une catastrophe climatique. Si l'urgence climatique est le pivot de la mobilisation du mouvement (McKnight, 2020), la recherche, par ces manifestant·es, de solutions praticables à peu de frais dans la vie quotidienne s'appuie sur une conception optimiste de l'avenir, rattachable à ce que John Dryzek (2005) a appelé une croyance prométhéenne. L'approche de l'écologie par la question de la sensibilisation, qui désactive la critique sociale, se déploie donc dans un rapport au temps moins structuré par l'urgence. D'une certaine manière, ces manifestant·es incorporent l'idée selon laquelle nous vivrions au temps de la « modernité réflexive » (Beck *et al.*, 1994), caractérisée par une prise de conscience accrue des enjeux environnementaux qui pourrait conduire à des changements sociaux. Cette idée, largement critiquée (Fressoz, 2012), se caractérise donc par une confiance dans une transformation progressive des mentalités, sensible notamment dans les mots de Jeanne :

On a plus le temps d'être pessimistes. C'est-à-dire que maintenant on n'a qu'une seule voie, c'est l'action individuelle, collective. Et voilà, il y a plus besoin de se poser des questions et on ne peut aller que vers le mieux [...] Je n'ai pas trop envie de me dire que c'est la catastrophe parce qu'il n'y a rien de plus immobilisant [...] C'est pas simple, mais les gens se bougent, ça y est. Et moi je trouve que ça c'est parti quoi. Après je suis de nature optimiste.

On retrouve ces schèmes discursifs, chez Maxime qui, interrogé sur l'avenir de la situation écologique, déclare : « J'ai quand même une confiance... peut-être que je suis naïf ou... j'ai quand même une confiance très forte dans l'être humain, dans tout ce qui est capacité de trouver des solutions techniques. ». Claire déploie un imaginaire similaire lorsqu'on lui demande comment elle envisage l'avenir : « Je pense que les générations à venir et puis même nous, on va quand même adopter des modes de vie plus responsables, je dis pas moins polluants, etc. ça je sais pas mais qui soient plus responsables ».

Cela questionne la participation même aux marches pour le climat des manifestant·es les plus attaché·es aux gestes individuels. En effet, comment comprendre l'engagement dans une action collective si les pratiques individuelles sont pensées comme l'espace d'action légitime contre l'inaction climatique ? Les raisons sont sans doute à trouver dans l'ambiguïté du sens de ce que serait la réussite du mouvement pour le climat. Neuf mois après la manifestation du 15 mars 2019, les résultats d'un questionnaire de recontact, visant

à comprendre la suite de leur parcours d'engagement, ont montré que les manifestant·es les plus radicaux avaient massivement investi les autres actions pour le climat, tout en considérant que le mouvement était un échec et que les marches n'étaient pas suffisantes pour peser sur les dirigeants politiques. À l'inverse, les plus modéré·es voyaient le mouvement comme une réussite, et croyaient dans l'impact des marches dans la sphère de la narration publique. Se joue sans doute ici une opposition entre deux conceptions de la victoire, l'une que l'on pourrait qualifier de « culturelle », qui correspond à la mise en agenda politique de l'enjeu climatique pour poursuivre l'objectif de la sensibilisation, et l'autre que l'on peut qualifier de « politique », visant à une transformation substantielle des politiques publiques et à une réorientation du système économique.

Faire sans trop y croire

En contraste des manifestant·es environnementalistes, une partie des militant·es entretiennent une pratique soutenue des éco-gestes sans leur attribuer une portée stratégique dans la lutte écologique. Plus souvent engagé·es dans des formes de désobéissance civile, il s'agit de manifestant·es beaucoup plus proches des associations écologistes. En considérant les politiques publiques en matière d'écologie comme des échecs, les militant·es écologistes critiquent le processus d'institutionnalisation des éco-gestes car il déplace l'attention du système productif vers les individus. Comment alors comprendre que celles et ceux qui ne croient pas en l'efficacité des éco-gestes soient plus prompt·es à engager une transformation profonde de leur mode de vie ?

Une critique de la logique des éco-gestes

À l'opposé des manifestant·es moins investi·es, les militant·es critiques des éco-gestes, ont des pratiques relativement soutenues. Loin de voir dans les éco-gestes un levier majeur de lutte, ils et elles semblent les réinsérer dans une nouvelle rationalité, dont la justification n'est pas connectée à sa capacité à engager des processus de transformation du marché, mais plutôt comme un moyen de le contourner (Vinthagen et Johansson, 2013). Elle est réalisée soit en détournant les outils qu'il produit (la transformation des déchets en nouveaux objets par les pratiques d'*upcycling* en est un exemple), soit en se soustrayant au système consumériste (comme en témoignent les formes d'autonomie alimentaire).

En effet, les actions mises en avant impliquent des renoncements importants qui peuvent rompre avec un certain confort de vie. Pour

autant, ces pratiques ne sont pas érigées en accomplissement, et sont même régulièrement critiquées. André (26 ans, doctorant en écologie évolutive et membre de Alternatiba) dévalorise sa participation à des pratiques qui remettent pourtant en cause certaines normes de consommation :

Je pense que je suis pas très bon individuellement en pratiques écologiques. Je mange végétarien, je ne suis pas encore végane, mais je suis même pas sûr de vouloir le devenir... j'utilise les transports en commun, je limite mes transports en avion, mais ensuite je ne fais pas beaucoup beaucoup plus quoi.

La mise en avant des limites de l'action s'accompagne régulièrement d'une conception insistant sur les contraintes systémiques qui empêchent la transition. Les militant·es conçoivent le quotidien comme un espace régi par des structures, qu'ils et elles qualifient régulièrement de « capitalistes », avec lesquelles il faut composer et qu'il faut combattre. C'est le cas de Dylan, 21 ans, diplômé en histoire, végétarien, qui ne prend pas l'avion et se décrit comme un « militant révolutionnaire ». Il déclare avoir déjà participé à de nombreuses actions du mouvement autonome. Pour qui concerne le mouvement écologique, il se dit proche des positions de certains groupes qui mènent des actions directes pour bloquer les infrastructures polluantes, comme le mouvement allemand *Ende Gelände* et la Zad de Notre-Dame-des-Landes en France. Cette conception conflictuelle du social le conduit tout à la fois à s'investir au niveau individuel tout en critiquant les croyances qui se développent autour de ce type d'action :

J'essaie de limiter ma consommation... Après c'est compliqué parce que... bon, je ne pense pas que ce soit au niveau individuel que ça compte. Mais... Bon... On peut toujours... Là, on est dans cette conception de la croyance religieuse si je fais quelque chose à mon échelle peut-être que ça va changer.

En insistant sur la dimension « religieuse » de la croyance dans l'efficacité des pratiques individuelles, il met à distance un discours centré sur la responsabilité des individus. Pour lui, la pratique des éco-gestes n'a pas valeur d'efficacité politique. La pratique quotidienne de la consommation s'effectue certes sur une base éthique, mais elle est irréductible à une volonté de moraliser le marché.

Pour ces activistes, qui sont souvent très engagé·es dans les actions collectives, le comportement éthique ne peut être préfiguratif (Boggs, 1977) sans aborder la nécessité d'une rupture avec le système de marché. Dylan, par exemple, affirme éviter au maximum la production de déchets, en n'achetant plus de produits neufs, voire en « faisant les poubelles », qu'il voit, avec le vol alimentaire, comme « une façon de ne pas payer, et donc de ne pas alimenter

Pour les activistes, la pratique quotidienne de la consommation s'effectue certes sur une base éthique, mais elle est irréductible à une volonté de moraliser le marché.

un système qui est néfaste ». Cette dimension se donne également à voir dans l'usage du boycott. Les actions de ces militant·es ciblent, notamment quand il s'agit de boycotter, les symboles du capitalisme (comme Amazon). L'engagement dans le boycott s'arrime à une logique de l'efficacité seulement lorsqu'elle ne s'adosse pas à une valorisation du comportement individuel, mais s'inscrit dans une démarche collective – ce que Holzer (2006) appelle des « actions individuelles collectivisées », c'est-à-dire des actions dans la sphère quotidienne, mais qui sont guidées et encouragées par une mobilisation collective. C'est aussi le cas pour Maude (50 ans, mère au foyer, ex-professeure), qui adopte un discours très politisé, se disant solidaire de La France Insoumise, et prête à participer à des actions de désobéissance civile (notamment le blocage d'Amazon). Ses pratiques quotidiennes ne se limitent pas à une dimension de consommation alternative, mais elles impliquent une série d'autres interactions sociales, notamment la direction d'une association locale de promotion du Zéro déchet. Dans ce cas, la pratique écologique se construit dans l'articulation à une critique soutenue des structures économiques et des normes consuméristes, et peut préfigurer un engagement collectif.

Travailler sur soi : reconsolider sa conscience, gérer l'angoisse, s'adapter

L'attention écologique des militant·es se construit au quotidien et invite à évaluer les compromis jugés acceptables par rapport à un idéal de vie écologique. Cette attention a plusieurs fonctions. L'une d'entre elles vise à consolider la prise de conscience, c'est-à-dire la capacité à conserver une forte attention à l'urgence que représente la catastrophe écologique. Contre l'imaginaire de l'efficacité, la pratique quotidienne contribue, pour certain·es militant·es, à renforcer leur conscience de la situation. La trajectoire d'André traduit bien le travail sur soi que peut impliquer la politisation du quotidien :

Je pense que je me sens plus en harmonie, en fait, avec le reste de mes pensées et de mon engagement politique et militant [...] c'est prenant, ça prend mal de temps et de l'espace mental de bah... Comment on va voyager ? Comment on va manger ? Comment tout ça ? Mais ce sont des réflexions que je trouve intéressantes, donc ça ne me dérange pas du tout.

Au-delà d'un maintien de la conscience de l'urgence, l'engagement quotidien permet également de travailler sur les émotions, particulièrement lorsqu'elles contribuent à l'élaboration d'un nouveau mode de vie. C'est le cas de Éliane (44 ans, bibliothécaire, membre du conseil d'administration d'une AMAP). Interrogée sur le

sens qu'elle donne à ses pratiques écologiques quotidiennes, elle dit qu'elle les considère « trop partiellement » efficaces. En revanche, elles jouent un rôle de décompression émotionnelle face à l'urgence climatique : « Je suis quelqu'un d'optimiste, ce qui me permet de continuer dans ma vie quotidienne. Euh, je trouve que c'est un anxiolytique déjà d'agir ». Le jardinage participe activement à ce travail émotionnel, comme chez Marie-Marguerite (30 ans, fonctionnaire au ministère de l'Écologie) :

On a un grand terrain, on a 1 200 m², et en fait bah du coup j'essayais de tendre vers l'autonomie alimentaire. Alors on y est pas du tout ! En plus j'essayais de faire comme je te disais en permaculture avec des trucs mixtes, avec un peu de chaque légume mélangé mais ça marche pas très bien pour l'instant, je suis à la deuxième année bon là je vais essayer de faire quelque chose [...] on a des poules, on a un verger avec un pommier, un noyer, un pécher on a pas mal de choses quand même mais on est loin si tu veux de couvrir nos besoins...

Le fait que cette manifestante soit fonctionnaire au ministère de l'Écologie, et qu'elle « souhaite la fin du capitalisme » tout en mettant en œuvre une transformation de son mode de vie, traduit les ambivalences du positionnement de ces militant·es, qui sont très stables socialement mais se déclarent opposés au système économique et politique. Ici, une pratique assidue permet à Marie-Marguerite de conserver, dans un quotidien relativement protégé, la conscience stable d'une potentielle catastrophe sociale, tout en permettant de gérer les émotions (« mais la planter [la haie] réduit l'angoisse »). Le travail sur soi et l'art de transformer l'angoisse en une force conduisant à l'action sont des comportements qui font ressortir une dimension de genre très visible dans nos entretiens. O'Shaughnessy et Kennedy (2010, p. 568) ont montré que : « Les femmes qui sont fortement préoccupées par l'environnement expriment cette préoccupation en utilisant leur foyer comme une "maison témoin de la durabilité", en soutenant les efforts des autres dans le cadre de l'activisme conventionnel et en encourageant un changement culturel à long terme vers un mode de vie à faible impact ».

Le travail sur soi, l'art de transformer l'angoisse en une force conduisant à l'action sont des comportements qui font ressortir une dimension de genre très visible dans nos entretiens.

Enfin, travailler sur soi, c'est aussi se préparer, s'adapter pour vivre dans un futur où les effets de la crise climatique bouleveront certains aspects de la vie quotidienne. Par exemple Laura (24 ans, étudiante d'un master en coopération internationale et ancienne membre de Greenpeace) tente de prévenir certains effets :

Peut-être que je suis un peu catastrophiste, mais je pense que ça va être très dur de s'adapter... Et moi je ne veux pas que ce soit très dur pour moi. Donc j'essaye de prévoir les choses [...] J'essaie moi de me rendre compte de ce que j'aime faire aussi sans électricité. Euh ouais, de ne pas me retrouver perdu tout simplement [...] j'aimerais bien apprendre [à faire le potager] auprès de ma mère... Donc typiquement là mon plan, si jamais tous les magasins ferment,

c'est plutôt de rentrer chez ma mère. Mais euh ouais, même en termes d'adaptation, tu vois par exemple je prends des cours d'apiculture c'est aussi dans l'optique de me dire « Si un jour je veux être autosuffisante... » j'aimerais bien avoir une source de sucre facile.

Émile (22 ans, étudiant en ingénierie informatique) trouve également que sa formation au sein d'une ferme collective en Suède peut lui être utile dans l'avenir :

Travailler la terre, pour moi, c'est plus pour mieux comprendre la nature [...] Je pense que les gestes que je fais vont devoir être récurrent au quotidien dans le futur [...] Il ne peut pas continuer dans cette société d'abondance [...] Voilà, il va falloir faire preuve de sobriété. Donc la sobriété ça passe justement par utiliser moins de produits ménagers, par exemple, essayer de réduire la viande. Voilà, pour les produits locaux, se rendre compte [...] que ça va être de plus en plus dur de faire pousser des légumes en Espagne... Donc, voilà, ce sont des choses pour moi qui vont être importantes, au moins pour montrer l'exemple, au moins pour apprendre à prendre l'habitude des choses qui ont plus de sens pour moi.

Ainsi, l'engagement écologique au quotidien des plus investis et des plus critiques du système économique constitue en un travail sur soi qui permet, de manière différenciée selon les positions sociales, de politiser le quotidien sans lui attribuer une trop grande portée stratégique, à travers la consolidation de la conscience de l'urgence et la gestion de l'angoisse qu'elle peut provoquer. Ces résultats contribuent à compléter les enquêtes qui notent l'investissement quotidien plus important des plus engagé·es : au-delà de la pratique effective, ce sont les sens qui lui sont attribués et les récits de soi qui diffèrent. Les travaux de Jean-Baptiste Comby, qui montrent les stratégies de présentation écologique de pratiques propres à l'*habitus* de certaines fractions des classes dominantes (Comby, 2015 ; 2017), rendent particulièrement bien compte de la logique propre des manifestant·es les plus modéré·es, pour qui la mise en avant de leur pratique contribue à atténuer la nécessité d'une critique systémique. Toutefois, cette logique en affronte une autre, dans laquelle la critique de l'institutionnalisation des normes écologiques s'articule à une pratique plus intense de gestes qui sont pourtant dévalorisés. Cette logique se développe à partir d'un discours sur soi qui minimise l'effort fourni et insiste sur le chemin à parcourir. La quotidienneté n'est alors plus le lien de la résolution de la crise, mais un espace de travail sur soi qui peut renforcer l'engagement collectif.

La quotidienneté n'est alors plus le lien de la résolution de la crise, mais un espace de travail sur soi qui peut renforcer l'engagement collectif.

Le nouveau cycle de protestations qui a débuté avec les marches pour le climat en 2018 montre une nouvelle façon d'aborder la question climatique de manière conflictuelle, en remettant en question le système économique. Les actions individuelles visant à réduire les émissions, au centre des stratégies institutionnelles d'une réforme écologique compatible avec les mécanismes de marché et fondé sur la diffusion de normes de consommation, sont désormais jugées insuffisantes. Pourtant, de nombreux gestes écologiques survivent et se diffusent dans la quotidienneté des manifestant·es. Comme nous l'avons souligné, l'adoption de ces pratiques est associée à la possession de certaines caractéristiques sociales et politiques, telles que l'autonomie biographique liée à l'âge adulte, le genre féminin et l'autopositionnement politique vers la gauche radicale. Le regard sur les déterminants sociopolitiques, qui permet de rendre compte d'un mouvement recrutant principalement des femmes et des personnes situées à gauche, permet ainsi d'expliquer la persistance de cette sphère d'engagement, déjà noté par d'autres travaux (Boucher *et al.*, 2021 ; Martiskainen *et al.*, 2020).

De plus, au-delà de la simple pratique, les significations et les justifications données par les activistes climatiques aux éco-gestes changent en fonction de l'engagement au sein du mouvement et de l'orientation politique. Si certaines enquêtes semblaient déjà indiquer l'investissement quotidien plus important des plus impliqués dans l'action collective (Zamponi *et al.*, 2022 ; Alexandre *et al.*, 2021), l'articulation des données quantitatives et qualitatives a permis de montrer que la croyance dans une transition par ces seules pratiques est paradoxalement la plus partagée par celles et ceux qui pratiquent peu mais qui, politiquement plus modéré·es, leur attribuent une vraie portée politique. Inversement, celles et ceux qui déploient la critique la plus virulente de l'institutionnalisation et de la valorisation des normes de consommation écologiques sont celles et ceux qui vont avoir tendance à s'engager le plus fortement dans des réformes du quotidien.

La question des « pratiques quotidiennes » n'est alors plus seulement celle de sa pratique effective, mais celle de sa mise en récit. Sans nécessairement faire de leurs pratiques la preuve de leur cohérence éthique, ces militant·es s'investissent alors dans ce qui pourrait être qualifié de « mise au travail » dont l'objectif est de prendre ses distances avec les logiques marchandes, tout en restant conscient·es de la situation climatique. Les pratiques du quotidien ont alors pour fonction de reconsolider leur conscience écologique, de désactiver le poids émotionnel de l'urgence climatique en mettant en place un plan de gestion du quotidien et forger un esprit d'adaptation face aux

renoncements et aux changements perçus comme inévitables du fait de la catastrophe climatique. Ainsi, la critique de l'institutionnalisation des normes écologiques *via* la mise en avant systématique de leur importance dans la transition n'implique pas un abandon de ces pratiques. Ces normes se diffusent, parmi les militant·es au discours le plus politisant, malgré le soupçon d'inefficacité, pour conjurer l'impuissance face à la catastrophe climatique et se rappeler la nécessité d'un investissement dans l'action collective.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alexandre C., Gougou F., Lecœur E., Persico S., 2021 *Rapport descriptif de l'enquête sur le mouvement climat (Pacte)*, Rapport de recherche, Sciences Po Grenoble, Pacte, Université Grenoble Alpes, p. 1-43.
- Aykut S. C., Dahan A., 2015 *Gouverner le climat ? Vingt ans de négociations internationales*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Barr S., Shaw G., Coles T., 2011 « Times for (Un)Sustainability? Challenges and Opportunities for Developing Behaviour Change Policy. A Case-Study of Consumers at Home and Away », *Global Environmental Change*, 21 (4), p. 1234-1244.
- Beck U., Beck-Gernsheim E., 2002 *Individualization : Institutionalized Individualism and its Social and Political Consequences*, Londres : Sage.
- Beck U., Giddens A., Lash S., 1994 *Reflexive Modernization : Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*. Stanford : Stanford University Press.
- Blee K.-M., Taylor V., 2002 « Semi-Structured Interviewing in Social Movement Research », dans Klandermans B., Staggenborg S., *Methods of social movement research*, Minneapolis : University of Minnesota Press, p. 92-117.
- Blüdorn I., Deflorian M., 2021 « Politicisation beyond Post-Politics: new social activism and the reconfiguration of political discourse », *Social Movement Studies*, 20 (3), p. 259-275.
- Boggs C., 1977 « Marxism, Prefigurative Communism, and the Problem of Workers' Control », *Radical America*, 11 (6), p. 99-122.

- Boucher J.-L., Kwan G.-T., Ottoboni G.-R., McCaffrey M.-S., 2021 « From the Suites to the Streets: Examining the Range of Behaviors and Attitudes of International Climate Activists », *Energy Research & Social Science*, 72, 101866.
- Bourg D., 2021 « Pas de transition à petits pas », *SAY*, 3, p. 20-23.
- Braunstein R., 2017 *Prophets and Patriots : Faith in Democracy across the Political Divide*, Berkeley : University of California Press.
- Champagne C., Pailhe A., Solaz A., 2015 « Le temps domestique et parental des hommes et des femmes : quels facteurs d'évolutions en 25 ans ? », *Économie et statistique*, 478-480, p. 209-242.
- Comby J.-B., 2015 *La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Paris : Raisons d'agir.
- Comby J.-B., 2017 « Dépolitisation du problème climatique - Réformisme et rapports de classe », *Idées économiques et sociales*, 4, p. 20-27.
- Comby J.-B., Malier H., 2021 « Les classes populaires et l'enjeu écologique », *Sociétés contemporaines*, 124, p. 37-66.
- Comby J.-B., Dubuisson-Quellier S., 2023 *Mobilisations écologiques*, Paris : PUF.
- Coulangeon P., Demoli Y., Ginsburger M., Petev I., 2023 *La conversion écologique des Français. Contradictions et clivages*, Paris : PUF.
- De Moor J., 2018 « The “Efficacy Dilemma” of Transnational Climate Activism : The Case of COP 21 », *Environmental Politics*, 27 (6), p. 1079-1100.
- De Moor J., 2020 « Alternative Globalities? Climatization Processes and the Climate Movement beyond COPs », *International Politics*, 58 (4), p. 582-599.
- De Moor J., De Vydt M., Uba K., Wählstrom M., 2021 « New kids on the block: Taking stock of the recent cycle of climate activism », *Social Movement Studies*, 20 (5), p. 619-625.
- Delphy C., Leonard D., 2019 *L'exploitation domestique*, Paris : Syllepse.
- Dobré M., 2002 *L'écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris : L'Harmattan.

- Dobson A., 2007 *Green political thought* (4^e ed.), Londres/New York : Routledge.
- Dryzek J.-S., 2005 *The Politics of the Earth*, Oxford : Oxford University Press.
- Dubuisson-Quellier S. (dir.), 2016 *Gouverner les conduites*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Dubuisson-Quellier S., 2018 *La consommation engagée*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Faucher F., 1998 « Manger “vert” : choix alimentaires et identité politique chez les écologistes Français et Britanniques », *Revue Française de Science Politique*, 48 (3-4), p. 437-457.
- Favre P., Fillieule O., Mayer N., 1997 « La Fin d’une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L’étude par sondage des manifestant·es : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de science politique*, 47 (1), p. 3-28.
- Fillieule O., Blanchard P., 2010 « Individual Surveys in Rallies (INSURA) : A New Tool for Exploring Transnational Activism? », dans Teune S. (ed.), *The Transnational Condition : Protest Dynamics in an Entangled Europe*, Oxford/New York : Berghahn Books, p. 186-210.
- Gaborit M., 2020 « Disobeying in Time of Disaster : Radicalism in the French Climate Mobilizations », *Youth and Globalization*, 2 (2), p. 232-250.
- Gaborit M., Grémion T., 2019 « Jaunes et Verts. Vers un écologisme populaire ? », *La vie des idées*, mis en ligne le 19 décembre 2019.
- Gamson W.-A., 1991 « Commitment and agency in Social movements », *Sociological Forum*, 6, p. 27-50.
- Grossetête M., 2019 « Quand la distinction se met au vert », *Revue française de socio-économie*, 22, p. 85-105.
- Fressoz J.-B., 2012 « L’Apocalypse joyeuse : une histoire du risque technologique », Paris : Seuil.
- Holzer B., 2006 « Political consumerism between individual choice and collective action: social movements, role mobilization and signaling », *International Journal of Consumer Studies*, 30 (5), p. 405-415.
- Koos S., 2012 « What Drives Political Consumption in Europe? A Multi-Level Analysis on Individual Characteristics, Opportunity Structures and Globalization », *Acta Sociologica*, 55 (1), p. 37-57.

- MacGregor S., 2011 *Beyond Mothering Earth : Ecological Citizenship and the Politics of Care*, Vancouver/Toronto : UBC Press.
- Maniates M.-F., 2001 « Individualization : Plant a Tree, Buy a Bike, Save the World ? », *Global Environmental Politics*, 1 (3), p. 31-52.
- Martiskainen M., Axon S., Sovacool B.-K., Sareen S., Del Rio D.-F., Axon K., 2020 « Contextualizing Climate Justice Activism : Knowledge, Emotions, Motivations, and Actions among Climate Strikers in Six Cities », *Global Environmental Change*, 65, p. 102-180.
- McKnight H., 2020 « The Oceans are Rising and So Are We : Exploring Utopian Discourses in the School Strike for climate Movement », *Brief Encounters*, 4 (1), p. 48-63.
- Melucci A., 1989 *Nomads of the Present : Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*, Keane J., Mier P. (eds), Londres : Hutchinson Radius.
- Ollitrault S., 2008 *Militier pour la Planète*, Rennes : PUR.
- O'shaugessy S., Kennedy E.-H., 2010 « Relational activism : Re-imagining women's environmental work as cultural change », *Canadian Journal of Sociology*, 35 (4), p. 551-572.
- Pohlman A., Walz K., Engels A., Aykut S. C., Alstaedt S., Colell A., Dietrich U., Feddersen H., Friedrich A., Klenke J., Krieger F., Schenuit F., Datchoua-Tirvaudey A., Schult M., Zengerling C., 2021 « It's not enough to be right! The climate crisis, power, and the climate movement », *GAIA, Ecological Perspectives for Science and Society*, 30 (4), p. 231-236.
- Quantité Critique (collectif), 2019 « Grèves pour le climat : la mobilisation des jeunes ne témoigne pas d'une diversification sociale », *Le Monde*, 19 avril 2019.
- Saunders C., Doherty B., Hayes G., 2020 « A new climate movement? Extinction Rebellion's activists in profile », *CUSP Working Paper Series*, 25, p. 1-39.
- Singer R., 2017 « Neoliberal backgrounding, the meatless monday campaign, and the rhetorical intersections of food, nature, and cultural identity », *Communication, Culture & Critique*, 10 (2), p. 344-364.
- Spaargaren G., Oosterveer P., 2010 « Citizen-consumers as agents of change in globalizing modernity : The case of sustainable consumption », *Sustainability*, 2 (7), p. 1887-1908.

- Stoddart M.,
Tindall D.-B., 2011 « Ecofeminism, hegemonic masculinity, and environmental movement participation in British Columbia, Canada, 1998-2007 : “Women Always Clean up the Mess” », *Sociological Spectrum*, 31 (2), p. 342-368.
- Stolle D., Micheletti M.,
2005 « The gender gap reversed : Political consumerism as a women-friendly form of civic and political engagement », dans O’Neill B., Gidengil E. (eds.), *Gender and Social Capital*, Londres : Routledge.
- Stolle D., Micheletti M.,
2013 *Political Consumerism. Global Responsibility in Action*, New York : Cambridge University Press.
- Swyngedouw E., 2011 « Depoliticized environments : The end of nature, climate change and the post-political condition », *Royal Institute of Philosophy Supplements*, 69, p. 253-274.
- Tindall D.-B., Davies S.,
Mauboulès C., 2003 « Activism and Conservation Behavior in an Environmental Movement : The Contradictory Effects of Gender », *Society & Natural Resources*, 16 (10), p. 909-932.
- Vinthalen S.,
Johansson A. 2013 « Everyday Resistance: Exploration of a Concept and Its Theories », *Resistance Studies Magazine*, 1 (1), p. 1-46.
- Zamponi L.,
Baukloh A. C.,
Bertuzzi N., Chironi D.,
Della Porta D., Portos M.,
2022 « (Water) bottles and (street) barricades : The politicisation of lifestyle-centred action in youth climate strike Participation », *Journal of Youth Studies*, 25 (6), p. 854-875.
- Zelezny L.-C.,
Chua P.-P., Aldrich C.,
2000 « New ways of thinking about environmentalism : Elaborating on gender differences in environmentalism », *Journal of Social issues*, 56 (3), p. 443-457.

Annexe

Tableau

Description de l'échantillon

Tous les répondants (N = 397)	
Genre	
Féminin	231 (58%)
Masculin	160 (40%)
Non binaire	6 (2%)
Âge	
Moyenne (SD)	32,7 (14,1)
Médiane [Min, Max]	27 [15, 81]
Situation vis-à-vis de l'emploi	
Lycéen-ne	6 (2%)
Étudiant-e	122 (32%)
Salarié-e du public	54 (14%)
Salarié-e du privé en CDI	100 (26%)
Salarié-e du privé en CDD	29 (8%)
Indépendant-e	29 (8%)
En recherche d'emploi	20 (5%)
Retraité-e	27 (7%)
Autre	10 (3%)
PCS Ménage des parents (1)	
Ménage à dominante cadre	173 (46%)
Ménage à dominante intermédiaire	124 (33%)
Ménage à dominante employée	31 (8%)
Ménage à dominante petit indépendant	25 (7%)
Ménage à dominante ouvrière	15 (4%)
Ménage mono-actif d'employé ou d'ouvrier	11 (3%)
Ménage inactif	1 (0%)
Autopositionnement politique	
Très à gauche	124 (32%)
À gauche	218 (56%)
Au centre	31 (8%)
À droite	3 (1%)
Très à droite	0 (0%)
Ni à gauche, ni à droite	14 (3%)

Note: (1) La PCS Ménage des parents est construite d'après la profession des deux parents déclarée par chaque répondant-e et en suivant la méthode décrite par Amossé et Chardon dans « Une nomenclature socioprofessionnelle rénovée pour mieux décrire la société actuelle » (Insee Références, 2020).